

Le coin des analystes et des observateurs



Hagop Chakrian

Une crise politique se pointe à l'horizon en Turquie, vu que l'AKP a échoué à remporter la majorité absolue, tandis que le reste des partis ne formeront pas de coalition ni avec Erdoğan ni avec un autre.

Il était important pour le Parti démocratique populaire de franchir la barre des 10%. S'il avait été en-dessous des 10%, non seulement il n'aurait pas eu de représentants mais les votes se seraient ajoutés à ceux de l'AKP, ce qui aurait permis à Erdoğan de modifier la Constitution et de faire de la Turquie une république présidentielle.

Les rêves ont disparu vu que le parti au pouvoir n'a même pas obtenu la majorité simple. Les perspectives sont sombres, car aucun des quatre partis représentés au parlement n'est susceptible de former une coalition.

«Même hier, il y avait déjà des pourparlers au sujet d'élections anticipées. Cela signifie que la situation n'est pas très bonne.

Quant aux trois Arméniens élus au Parlement, ils ne peuvent pas jouer un rôle positif pour la Cause arménienne. Si au moins ils parviennent à défendre les intérêts de la communauté turco-arménienne, ce sera positif".

(...)

Achod Hayrouni (historien et germanologue)

Le Bundestag allemand va débattre du projet de loi sur le génocide arménien et le mettre au vote fin Juillet, avant la pause d'été.

On ne sait pas encore quelle sera la forme finale de la résolution, compte tenu de la pression constante du président Erdoğan et des Turcs qui vivent et travaillent en Allemagne. Ainsi, un député allemand a récemment quitté son parti à cause que son parti a reconnu le génocide arménien.

Le projet de loi en instance au Bundestag est plus favorable que celle adoptée en 2005, car le présent document mentionne clairement que ce qui est arrivé aux Arméniens en 1915 était un exemple de génocide.

Toutefois, le projet de loi n'est pas à 100% acceptable. Il comprend des points "sombres", et c'est pourquoi le corps diplomatique arménien doit travailler à le modifier. Comme pour les côtés positifs du projet de loi, qui vont de la préservation de l'héritage culturel arménien à la contribution au dialogue arméno-turc.

Il est serait inapproprié d'inclure dans la résolution la thèse sur la nécessité d'étudier les faits historiques sur le génocide arménien, puisque le texte de cette résolution stipule que l'extermination de la nation arménienne est un fait.

Si ce projet de résolution ne mentionne pas la mise en place d'une commission arméno-turque, il n'est pas besoin d'étudier les événements historiques respectifs et accepter les faits, et que seulement après il y aura une véritable réconciliation arméno-turque.

Malgré les pressions du côté turc, l'Arménie ne doit pas rester les bras croisés et attendre que la résolution du Bundestag s'élabore et que le vote ait lieu.

Le 24 Avril 2015, 100e anniversaire du génocide arménien, la 101e session du Bundestag a débuté avec les débats sur une résolution sur le génocide arménien. Le terme «génocide» est utilisé seulement en passant, mais ce n'est pas sur le titre de la résolution présentée par la coalition au pouvoir en Allemagne. A noter que la reconnaissance du génocide et sa condamnation est au cœur de la résolution présentée par la minorité du Bundestag.

(...)



Vahram Ter-Mateossian (turcologue)

Les six millions de votes obtenus par le HDP ont changé considérablement l'architecture politique dans le pays. Les règles du jeu ont changé, et Erdoğan qui est un fin politicien, n'a pas pu influencer sur les élections avec le poids et la puissance qu'il avait l'habitude d'exercer lors des

élections précédentes.

"La constitution de la Turquie l'a empêché de critiquer pleinement les partis d'opposition, et cela ne pouvait qu'influencer l'élection."

Malgré les ressources financières et administratives du parti au pouvoir, il a perdu environ 3,5 millions de voix par rapport aux élections précédentes.

Quand Erdoğan est devenu président, il a pensé qu'il a laissé le parti dans les mains d'une personne de confiance - Ahmet Davutoglu, mais celui-ci n'a pas eu l'autorité suffisante pour consolider l'énorme potentiel existant. Un autre facteur dans les résultats de cette élection était la vision d'Erdoğan pour la construction d'un soi-disant «nouvelle Turquie», qui en fait aurait démembré la société turque. Du coup, ces élections ont été un appel à Erdoğan d'arrêter et de penser à l'avenir qu'il voulait créer.